

RWANDA : contre la guérilla et un gouvernement d'opposition

Le président Habyarimana se bat sur deux fronts

Frédéric Fritscher

Le Monde, 20 mars 1993

Drôle de situation au Rwanda : le pays aux mille collines est englué depuis deux ans et demi dans une guerre civile qui ne dit pas son nom, tout en étant engagé dans un processus de démocratisation. Le président Juvenal Habyarimana se bat donc sur deux fronts. D'un côté, il résiste, avec les Forces armées rwandaises (FAR) et l'aide de la France, aux rebelles du Front patriotique rwandais (FPR). De l'autre, il essaie de négocier au mieux le passage au multipartisme, avec le Mouvement révolutionnaire national pour le développement et la démocratie (MRNDD), l'ancien parti unique qu'il dirige, ainsi que la cohabitation avec une opposition qui souhaite son départ.

KIGALI de notre envoyé spécial

Arrivé aux affaires après un coup d'Etat militaire, en 1973, le général Habyarimana n'est pas homme à s'incliner sans lutter. Le gouvernement de transition, en place depuis le 16 avril 1992, composé du MRNDD et de quatre partis d'opposition, a signé le 7 mars avec les rebelles du FPR, à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, un accord in-

cluant la fin des hostilités et la reprise de négociations globales. Celles-ci devraient aboutir à la paix, avant le 10 avril, et prévoir un partage du pouvoir débouchant, dans les prochains mois, sur les premières élections libres de l'histoire du pays (le Monde du 17 mars).

En dépit de multiples violations, le président Habyarimana considère que le cessez-le-feu entré en vigueur le 9 mars à minuit est « *globalement respecté* ». Au cours d'un entretien qu'il nous a accordé jeudi 18 mars, il a cependant émis des doutes sur la bonne foi du « *FPR, qui a bombardé Byumba avec des katiouchas et des mortiers mercredi après-midi* ». Le président affirme vouloir respecter les termes de l'accord de Dar-es-Salaam, qui prévoit le départ de la moitié des troupes françaises si le FPR se replie « *effectivement sur les positions qui étaient les siennes avant le 8 février* ». Le chef de l'Etat, qui apprécie « *les gestes d'amitié de M. Mitterrand pour le peuple rwandais* », se réserve toutefois « *la possibilité de faire de nouveau appel à [ses] amis en cas de violation grave du cessez-le-feu* ».

Pour stabiliser la situation sur le

terrain, M. Habyarimana compte beaucoup sur « *le déploiement de trois compagnies d'observateurs internationaux des Nations unies sur la frontière rwando-ougandaise et la présence d'une force d'interposition de trois mille "casques bleus" dans la zone tampon libérée par le FPR* ». Les massacres perpétrés en janvier par ses partisans sur les membres de la minorité tutsie et des opposants lui apparaissent aujourd'hui « *condamnables* », mais sont « *un faux prétexte brandi par le FPR pour attaquer le Rwanda* ». Car, selon lui, « *les rebelles préparaient leur agression depuis le mois de novembre* ».

« La duplicité du chef de l'Etat »

M. Habyarimana, qui refuse de considérer le conseil des ministres, où les frictions sont grandes, estime néanmoins que ses « *relations avec le gouvernement de transition sont bonnes* ». « *Je ratifie ce que les ministres décident* », précise-t-il. Sur les échéances politiques à venir, il souhaite que la fin de son mandat, le 31 décembre, coïncide avec les premières « *élections législatives et présidentielle* » pluralistes de l'histoire du Rwanda.

Le premier ministre, M. Dismas

Nsengiyaremye, membre du Mouvement démocratique républicain (MDR), nous a confirmé jeudi que « *les rapports du gouvernement avec le président [étaient] difficiles* ». Il a insisté sur « *la duplicité du chef de l'Etat et du MRNDD, qui s'accrochent au pouvoir pour le pouvoir* ». Comme le premier ministre des travaux publics et de l'énergie, M. Félicien Gatabazi, membre du Parti social-démocrate (PSD), il considère qu'« *il faut aller vite mais rester prudent* ». Si les négociations d'Arusha, qui ont repris le 16 mars, se concluent sur un accord de paix solide, « *il faudra un mois, estime l'opposition, pour former le nouveau gouvernement provisoire à base élargie incluant cinq ministres FPR. Nous pourrons alors organiser les élections municipales dans les six mois, puis les législatives, et ensuite nous pourrons penser au scrutin présidentiel* ». Une « *chronologie à respecter impérativement* » pour l'opposition, qui redoute de voir M. Habyarimana se présenter pour un nouveau mandat présidentiel, avec l'appui d'une administration et d'une structure politique en place depuis longtemps, issues de l'ancien parti unique et complètement acquises à sa cause.